

Révolte arabe (suite)

L'appel d'Obama pour la création d'un Etat palestinien "dans les lignes de 1967" est une "provocation" pour Israël

Le feuilleton médiatique lié à l'inculpation de Dominique Strauss-Kahn l'a relégué au second plan. Pourtant, le discours qu'a consacré Barack Obama à la situation dans le monde arabe marque une rupture dans la perception de l'administration démocrate des enjeux du Proche et du Moyen-Orient.

Presque deux ans après son discours du Caire, en juin 2009, Barack Obama tente de renouer un lien quelque peu affaibli avec le monde arabe. Il s'est ainsi clairement placé du côté des citoyens en révolte plutôt que de celui des tyrans, vantant les révolutions en Egypte et en Tunisie. Si le président américain a bien appelé les différents dirigeants arabes au respect des aspirations de leurs peuples, son discours reflète toutefois les ambiguïtés et les embarras récurrents de la politique américaine : dénonciation de son régime et menaces personnelles à l'encontre du Libyen Mouammar Al-Kadhafi ; critiques en règle à l'égard du Syrien Bachar El-Assad – sans pour autant appeler au départ de ce dernier ; relative mansuétude enfin à l'égard des dirigeants alliés de Bahreïn et du Yémen.

La vraie rupture ne vient finalement pas de là. Elle a trait à l'attitude vis-à-vis d'Israël. Pour la première fois, en effet, le président américain a appelé à la création d'un Etat palestinien basé sur les lignes de 1967. C'est-à-dire une frontière qui placerait les colonies juives de Cisjordanie ainsi que celles situées à Jérusalem Est en territoire palestinien, ce que le Premier ministre Benjamin Netanyahu a formellement rejeté.

De fait, le fossé existant entre Israël et l'administration démocrate ne fait qu'aller croissant. Bien qu'ils se soient rencontrés à sept reprises depuis leur arrivée au pouvoir, le courant ne passe toujours pas entre dirigeant américain et dirigeant israélien. Allié stratégique des Etats-Unis au Proche-Orient, Jérusalem ne cesse de dénoncer le virage pro-arabe qu'aurait pris Washington. Cette inquiétude sourde trouve naturellement un écho particulier aujourd'hui chez les responsables israéliens à la lumière des révolutions du "printemps arabe". La chute de l'allié Mubarak et la possible arrivée au pouvoir des Frères musulmans en Egypte d'une part, les troubles armés en Syrie de l'autre, fragilisent de facto la sécurité de l'Etat hébreu. Sans oublier la poursuite de l'activisme anti-israélien de l'Iran ni le renforcement des capacités militaires du mouvement Hezbollah, véritable Etat dans l'Etat au Liban. Appeler ainsi Israël à revenir aux lignes de 1967, qualifiées à juste titre, il faut le reconnaître, d'"indéfendables" par le Premier ministre israélien, est perçu comme une provocation de plus par Jérusalem et refléterait la méconnaissance par Washington de la réalité des rapports de force régionaux.

En cherchant à accompagner le monde arabe vers plus de démocratie, ce qui est louable, Barack Obama prend finalement le risque de fragiliser encore plus l'alliance avec Israël et, à un titre plus personnel, à quelque 18 mois de la présidentielle, de s'aliéner plusieurs millions de voix qui s'étaient portées sur son nom. Sans pour autant que ce "virage" ne lui donne plus de crédit aux yeux d'un monde arabe où les responsables politiques autant que les peuples demeurent très circonspects quant aux objectifs de l'engagement américain...

Pascal LOROT

Le nouvel Economiste, 26 mai 2011